



## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Vendredi 23 mai 2025

Politique étrangère .....	2
Le Président Stubb rencontrera le Chancelier allemand Merz .....	2
Visite de travail du Président chypriote en Finlande .....	2
Gaza – Israël.....	2
L’ambassadeur d’Israël en Finlande convoqué.....	2
La présidente des Chrétiens-démocrates confirme l'absence de position commune du gouvernement finlandais sur Gaza.....	2
Déclarations de la présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra.....	3
La situation à Gaza divise le Parlement .....	4
Un millier de manifestants ont réclamé la reconnaissance de la Palestine devant le Parlement. ....	4
Les députés européens finlandais divisés sur Gaza.....	4
Les conséquences de l'annulation de l'achat du système de défense aérienne israélien seraient insupportables pour la Finlande .....	4
Défense .....	5
La Finlande participera aux activités de l'OTAN en temps de paix en 2026, en déployant deux navires de la marine principalement en mer Baltique, en mer du Nord et dans l'Atlantique Nord .....	6
Exercices en Laponie .....	6
L'hélicoptère britannique de combat hautement performant a eu trois défis en Laponie : une forêt dense, une nuit blanche et des chutes de neige. ....	6
Exercices à Pirkkala .....	6
Les drones géants de l'OTAN arrivent dans le nord - La Finlande choisie comme site d'essai.....	6
Selon le chef de la stratégie des forces armées finlandaises « Une concentration limitée de troupes russes près de la frontière peut se produire très rapidement » .....	7
Intérieur.....	8
Les exportations de munitions civiles désormais soumise à autorisation.....	8
La ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen, a rencontré d'autres ministres responsables de la préparation aux crises à Bruxelles .....	8
Le secrétaire général du Parlement poursuivi pour des actions lorsqu'il était chef de la Supo.....	9
Energie .....	9
Un projet finlandais de technologie d'hydrogène propre reçoit un financement de 85 millions d'euros du Fonds européen pour l'innovation .....	9
Transports.....	9
La Finlande a influencé avec succès le calcul des émissions des « camions combinés extra-lourds » .....	10
Emploi - Marché du travail .....	10
Entrée en vigueur de la règle des trois ou six mois de chômage en juin 2025 .....	10
Selon la décision de la cour administrative suprême, les coursiers de Wolt sont des employés et non pas des entrepreneurs.....	11
Le nombre des personnes au chômage a augmenté.....	11
Valmet supprime 325 postes en Finlande.....	11
Économie .....	11
Les prévisions de la croissance du secteur de la construction ont été revues à la baisse.....	11

## **Politique étrangère**

### **Le Président Stubb rencontrera le Chancelier allemand Merz**

Le Président de la République de Finlande, Alexander Stubb, rencontrera le Chancelier fédéral allemand, Friedrich Merz, mardi 27 mai 2025 à la résidence d'été présidentielle de Kultaranta, à Naantali. Le Président Stubb et le Chancelier Merz discuteront, entre autres, de la sécurité européenne et de la voie vers une paix juste et durable en Ukraine.

Le Chancelier Merz sera à Turku pour participer à la réunion informelle d'été des Premiers ministres des pays nordiques.

<https://www.presidentti.fi/en/president-stubb-to-meet-federal-chancellor-merz/>

### **Visite de travail du Président chypriote en Finlande**

Le Président chypriote Nikos Christodoulides a effectué une visite de travail en Finlande jeudi 22 mai 2025 à l'invitation du Président de la République de Finlande, Alexander Stubb.

Les présidents ont discuté des relations bilatérales entre la Finlande et Chypre, ainsi que de la sécurité européenne, de la guerre d'agression illégale menée par la Russie en Ukraine et de la situation régionale en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient.

« La Finlande et Chypre entretiennent des relations de longue date, et cette visite les renforcera encore. La Finlande et Chypre partagent une histoire qui remonte à plus de 60 ans. Des troupes finlandaises ont servi dans une mission de maintien de la paix des Nations Unies à Chypre entre 1964 et 2004. Nous sommes également liés par la mer. L'hiver dernier, plus de 80 navires battant pavillon chypriote ont fait escale dans des ports finlandais », a déclaré le Président Stubb.

Au cours de sa visite, le président Christodoulides a rencontré également le président du Parlement finlandais Jussi Halla-aho et la ministre finlandaise des Affaires étrangères Elina Valtonen.

<https://www.presidentti.fi/en/president-of-cyprus-on-working-visit-to-finland/>

## **Gaza – Israël**

### **L'ambassadeur d'Israël en Finlande convoqué**

Hufvudstadsbladet titre sur le fait que la pression sur Israël augmente. La Finlande a convoqué l'ambassadeur d'Israël, les pays européens ont décidé de revoir leurs traités commerciaux avec ce pays et le ministre français des Affaires étrangères travaille activement pour que le pays reconnaisse la Palestine. Selon HBL, la France est un des pays auxquels fait référence le Président Stubb lorsqu'il évoque la reconnaissance éventuelle de la Palestine par la Finlande.

Le ministère finlandais des Affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur d'Israël pour avoir des explications sur l'action de l'armée israélienne contre des diplomates en Cisjordanie. Un diplomate finlandais ainsi que d'autres citoyens finlandais étaient sur place.

Le ministère a également exprimé son souci profond pour la situation humanitaire à Gaza.

HBL/12

### **La présidente des Chrétiens-démocrates confirme l'absence de position commune du gouvernement finlandais sur Gaza**

La présidente des chrétiens-démocrates, la ministre de l'Agriculture et des Forêts Sari Essayah, constate qu'il y a des divergences d'opinions au sein des partis au pouvoir concernant Gaza. Elle rejette catégoriquement la reconnaissance de la Palestine proposée par le président du parti populaire suédois, le Ministre de l'Éducation Anders Adlercreutz.

Selon Essayah, le gouvernement a des divergences d'opinions sur la ligne à tenir concernant Gaza.

Sari Essayah, affirme que les messages sur X des dirigeants de l'État sur la situation à Gaza ne constituent pas la position du gouvernement, au sens où ils résulteraient d'un processus

officiel de définition de position. « Les messages sur X ne constituent pas la position du gouvernement », explique Essayah.

Elle souligne que ces messages ne sont pas formulés dans le cadre du processus officiel de formulation de la position du gouvernement, qui permettrait, par exemple, des propositions d'amendements ou d'affiner les positions.

Essayah confirme ainsi l'absence de position unifiée du gouvernement sur la question.

Des divergences claires sont apparues dans la position du gouvernement sur Gaza après que le Premier ministre Petteri Orpo, la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen et le président Alexander Stubb ont publié sur X lundi des déclarations quasi identiques sur la question. Ces déclarations affirmaient notamment que « le transfert forcé de population est un crime de guerre et ne peut faire partie d'aucune solution ».

Les chrétiens-démocrates et le Parti des Vrais Finlandais ont exprimé des points de vue quelque peu divergents.

Essayah souligne l'existence de divergences d'opinions au sein du gouvernement concernant la ligne de démarcation de Gaza. « Par exemple, le rappel que l'organisation terroriste Hamas est à l'origine de ces attaques, ainsi que la nécessité de libérer les otages et d'acheminer l'aide humanitaire, sont des points sur lesquels nous insistons avant tout », déclare-t-elle.

La nette divergence de politique au sein du gouvernement est également visible concernant la reconnaissance de la Palestine.

Essayah critique directement la position du ministre de l'Éducation, Anders Adlercreutz selon laquelle une reconnaissance immédiate de l'existence de la Palestine ne serait pas dramatique. « Je suis totalement en désaccord avec cette position », déclare Essayah.

Elle souligne que le rapport sur la politique étrangère et de sécurité du gouvernement, approuvé par le Parlement, définit les conditions de la reconnaissance. Reconnaître la Palestine irait également au-delà de la position que le Parlement vient d'approuver, souligne Essayah. « À mon avis, la déclaration d'Adlercreutz était effectivement problématique en ce sens, au regard de la politique étrangère et de sécurité de la Finlande qui vient d'être approuvée », dit-elle.

Le rapport sur la politique étrangère affirme qu'une solution entre Israël et la Palestine doit reposer sur un modèle à deux États, conforme aux paramètres internationalement acceptés et négocié entre les parties. Il n'aborde pas directement la question de la reconnaissance.

Par ailleurs, la ministre des Affaires étrangères, Valtonen, a déclaré mercredi que la Finlande soutenait fondamentalement l'imposition de sanctions par l'UE à certains ministres du gouvernement israélien. Essayah n'est pas d'accord avec Valtonen. Elle souligne qu'aucune proposition n'a été formulée à ce sujet. « Je ne pense pas que ces mesures, dans cette situation, contribueraient nécessairement à résoudre cette crise humanitaire, par exemple. Je ne peux pas soutenir une telle chose alors que je ne sais même pas de quoi il s'agit, ni quels ministères pourraient être impliqués, ni quelle est la situation », dit Essayah.

HS

### **Déclarations de la présidente des Vrais Finlandais Riikka Purra**

La présidente du Parti des Finlandais, la ministre des Finances Riikka Purra, affirme ne pas être en désaccord avec les points exprimés de la position des dirigeants finlandais, lundi, sur Gaza. « Je ne suis pas en désaccord avec ce message sur les points qu'il contient », a-t-elle déclaré aux journalistes au Parlement.

Purra a déclaré que la position des dirigeants de l'État avait été communiquée à l'avance, mais qu'aucune confirmation n'était attendue.

Toutefois Purra a déclaré qu'il existait bel et bien des désaccords entre les partis au pouvoir concernant la reconnaissance de l'État de Palestine. Selon elle, reconnaître la Palestine dans ce contexte n'est pas opportun.

« D'une part, dans cette situation critique, nous sommes tous d'accord sur la nécessité de mettre fin aux massacres, d'instaurer un cessez-le-feu et, d'autre part, de libérer les otages et d'acheminer l'aide humanitaire nécessaire ».

MTV

### **La situation à Gaza divise le Parlement**

Le débat au Parlement sur Gaza, à l'initiative de l'Alliance des Gauches, a révélé des divisions importantes.

Le débat de jeudi sur Gaza a été suivi depuis les tribunes par les ambassadeurs israélien et palestinien à Helsinki. Les députés ont recherché l'unité, mais le clivage gouvernement-opposition était présent, comme à l'accoutumée, dans le débat.

L'Alliance des gauches, de concert avec les Verts, a remis en question les contrats d'armement avec Israël. Le Premier ministre Orpo a souligné que ces accords avaient été conclus sous le gouvernement précédent, auquel l'Alliance des gauches participait également.

L'opposition a demandé à plusieurs reprises si la Finlande comptait participer à l'évacuation des enfants hospitalisés de Gaza. Orpo et Valtonen, qui s'exprimaient au nom du gouvernement, ont ignoré ces questions.

L'opposition a utilisé le terme « génocide » pour décrire les actions d'Israël à dix reprises au cours des 40 premières minutes du débat. Le Premier ministre Orpo n'a pas évoqué de génocide, mais plus largement des crimes contre l'humanité et le droit international.

Yle

### **Un millier de manifestants ont réclamé la reconnaissance de la Palestine devant le Parlement.**

Jeudi, un millier de manifestants se sont rassemblés devant le Parlement finlandais pour exiger la reconnaissance de la Palestine et la fin du génocide à Gaza. La manifestation, organisée par Amnesty international, a également appelé à faire pression sur Israël pour un cessez-le-feu.

HS

### **Les députés européens finlandais divisés sur Gaza**

Un groupe d'eurodéputés finlandais a publié une tribune dans Helsingin Sanomat exigeant une action immédiate de la Finlande et de l'Union européenne sur la situation à Gaza.

Selon les eurodéputés, une paix durable dans la région exige que les Palestiniens soient autorisés à former leur propre État et qu'Israël ait le droit de vivre en paix.

Pour atteindre ces objectifs, Israël doit mettre fin à son occupation des territoires palestiniens et au blocus de Gaza, qui est contraire au droit international.

L'article stipule que l'UE devrait reconnaître l'État de Palestine et que la Finlande devrait entamer les préparatifs pour sa mise en œuvre.

L'article a été signé par Sirpa Pietikäinen, Aura Salla, Li Andersson, Merja Kyllönen, Jussi Saramo, Eero Heinäluoma, Ville Niinistö, Maria Ohisalo et Anna-Maja Henriksson.

En revanche les autres eurodéputés n'ont pas participé à cette initiative : Mika Aaltola, Pekka Toveri, Maria Guzenina, Elsi Katainen, Katri Kulmuni et Sebastian Tynkkynen.

IS

### **Les conséquences de l'annulation de l'achat du système de défense aérienne israélien seraient insupportables pour la Finlande**

Israël fabrique des armes de pointe, indispensables aux forces de défense finlandaises. Les responsables politiques n'ont pas voulu ou pu remettre en question la profonde dépendance de la Finlande envers Israël en matière de défense, écrit le journal Jarmo Huhtanen.

L'escalade de la crise à Gaza a relancé le débat sur l'opportunité pour la Finlande d'annuler ou de cesser complètement ses achats d'armes à Israël.

Pour la Finlande et les forces armées, la question est embarrassante, mais elle n'est pas nouvelle. Les achats d'armes à Israël reviennent constamment sur le devant de la scène en raison des guerres et des conflits au Moyen-Orient.

Les forces armées ont accru leurs achats d'armes à Israël, notamment dans les années 2000. Il ne s'agissait pas de n'importe quelles armes, mais principalement des systèmes d'armes clés et de pointe, parmi les plus avancés des forces armées finlandaises.

Ces derniers temps, l'opinion publique a principalement parlé du produit phare de l'industrie d'armement israélienne acquis par la Finlande : le bouclier de David. Certains ont même appelé à l'annulation de l'accord.

Le bouclier de David est un système de missile antiaérien destiné à la défense aérienne, qui comble une lacune importante dans la défense aérienne des forces armées.

Les forces de défense finlandaises ne disposent actuellement pas d'un système de défense aérienne capable de se défendre à haute altitude. Cependant, la guerre en Ukraine a démontré l'importance d'un système de défense aérienne efficace dans la guerre moderne.

La Finlande ne peut se permettre d'annuler cet achat, car il faudrait trouver un nouveau système pour le remplacer. L'acquisition d'un nouveau système prendrait des années. Ce n'est pas envisageable dans le contexte actuel de politique de sécurité. Les dirigeants finlandais le savent bien.

Cependant, ce n'est pas la seule arme de pointe récemment acquise par la Finlande à Israël. La marine construit actuellement quatre nouveaux navires de guerre à Rauma, qui deviendront le cœur de la défense maritime finlandaise. L'armement principal de ces navires et des quatre vedettes lance-missiles de classe Hamina rénovées est constitué de missiles anti-surface Gabriel achetés à Israël.

L'armée de terre dispose de plusieurs systèmes d'armes israéliens. Les plus importants sont sans doute les radars achetés à la société israélienne Elta Systems en 2019. Ils constituent un élément essentiel du système d'artillerie moderne développé par l'armée. Cet achat avait été effectué en urgence, car ces radars s'étaient révélés essentiels lors de la guerre en Ukraine.

Parmi les armes clés développées ou achetées en Israël figurent les missiles antichars et côtiers de la famille Spike, que les forces de défense finlandaises ont acquis au fil des ans pour des centaines de millions d'euros. Par ailleurs, les forces de défense finlandaises ont acquis, entre autres, des mini-drones Orbiter 2 et des systèmes de communication et d'information auprès d'Israël.

Tous ces systèmes d'armes seront utilisés par les forces de défense finlandaises pendant des années, voire des décennies. La plupart d'entre eux devront probablement être mis à jour régulièrement. En cas de guerre, davantage de missiles et de pièces détachées devront être achetés, car ils ne peuvent et ne doivent pas être stockés sans fin.

Tout cela implique une dépendance envers Israël, qui s'accroît avec chaque nouveau système d'armes acheté auprès d'Israël.

Il est possible que les achats d'armes à Israël diminuent à l'avenir. La raison en est que la Finlande va prochainement acquérir du matériel militaire pour l'armée de terre. Ce matériel est également facilement disponible ailleurs.

De plus, l'air du temps favorise désormais les ventes d'armes européennes, notamment au détriment des États-Unis. Plusieurs armes israéliennes bien connues ont été développées avec le soutien et en coopération des États-Unis.

La Finlande pourrait-elle alors décider de ne plus acheter d'armes à Israël ?

Oui, c'est possible. Les contrats d'armement sont toujours des décisions politiques. Il est peu probable que les accords avec Israël soient définitivement rompus. La Finlande est déjà trop en difficulté.

Israël fabrique des armes de pointe que les forces armées réclament. On a coutume de dire que la Finlande ne peut pas se permettre d'acheter des armes de bas de gamme. Le Président Alexander Stubb, chef des armées, qui a défendu l'achat du bouclier de David mais critiqué les actions d'Israël à Gaza, pourrait qualifier cela de réalisme fondé sur les valeurs.

Au sein des dirigeants finlandais, rares sont ceux qui connaissent suffisamment bien la défense pour pouvoir – ou même, en raison de leur expérience militaire, pour vouloir – remettre en question les choix des généraux.

HS

## ***Défense***

## **La Finlande participera aux activités de l'OTAN en temps de paix en 2026, en déployant deux navires de la marine principalement en mer Baltique, en mer du Nord et dans l'Atlantique Nord**

Lors de sa séance plénière du 22 mai 2025, le gouvernement finlandais a approuvé le rapport sur la participation des forces de défense finlandaises aux activités de l'OTAN en temps de paix en 2026. Ce rapport a également été soumis au Parlement.

« En 2026, la Finlande contribuera aux activités collectives de l'OTAN en temps de paix en déployant deux navires de la marine dans la zone de responsabilité maritime de l'OTAN, principalement en mer Baltique, en mer du Nord et dans l'Atlantique Nord. Notre participation aux activités de l'OTAN en temps de paix témoigne de l'unité de l'Alliance et témoigne de son état de préparation et de sa capacité de défense. Elle démontre également que nous assumons notre responsabilité envers la sécurité de nos voisins et que nous sommes déterminés à renforcer la stabilité en mer Baltique. La situation sécuritaire dans la région est mise en évidence par l'intensification des activités hybrides de la Russie », a déclaré le ministre de la Défense, Antti Häkkinen.

Les forces de défense finlandaises prévoient de contribuer aux activités de l'OTAN en temps de paix en 2026 en déployant un navire de classe Hamina au sein du 1er Groupe maritime permanent OTAN (SNMG1) et un navire de classe Katanpää au sein du 1er Groupe permanent OTAN de lutte contre les mines (SNMCMG1).

Les forces de défense finlandaises ne prévoient pas de contribuer aux forces terrestres avancées de l'OTAN ni aux missions de police du ciel et de protection aérienne en 2026. Le lancement et l'avancement du projet de déploiement des chasseurs F-35 détermineront la date à laquelle l'armée de l'air finlandaise pourra reprendre sa participation aux missions de police du ciel et de protection aérienne de l'OTAN.

[https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-osallistuu-naton-rauhan-ajan-tehtaviin-vuonna-2026-ensisijaisesti-itamerella-pohjanmerella-ja-pohjois-atlantilla?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/suomi-osallistuu-naton-rauhan-ajan-tehtaviin-vuonna-2026-ensisijaisesti-itamerella-pohjanmerella-ja-pohjois-atlantilla?languageld=en_US)

## **Exercices en Laponie**

### **L'hélicoptère britannique de combat hautement performant a eu trois défis en Laponie : une forêt dense, une nuit blanche et des chutes de neige.**

La brigade de Kainuu mène un exercice en Laponie à Rovajärvi, qui inclut notamment le nouvel hélicoptère de combat Apache AH-64E, surnommé le plus meurtrier au monde, de l'armée de l'air britannique.

Environ 6 500 personnes de Finlande, de Suède et du Royaume-Uni participent à l'exercice dirigé par la brigade Kainuu.

La présence de l'hélicoptère Apache à Rovajärvi est une expérience nouvelle et importante pour les forces finlandaises, déclare le lieutenant-colonel Jukka Vuorisalmi, qui dirige l'exercice.

Les chutes de neige ont empêché certains vols prévus de l'hélicoptère de combat. Cependant, les Britanniques se réjouissent de la météo variable en Laponie, qui a offert une excellente occasion de s'entraîner dans des conditions variées.

L'environnement forestier et les nuits lumineuses de la Finlande ont également posé des défis aux pilotes de chasse, explique le général de brigade Nick English de la RAF.

Au total, 350 soldats britanniques participent à l'exercice de tir Northern Strike 125 et à l'exercice de combat Northern Star 25.

Yle

## **Exercices à Pirkkala**

### **Les drones géants de l'OTAN arrivent dans le nord - La Finlande choisie comme site d'essai**

L'OTAN a décidé de tester ses opérations aériennes dans le nord. La Finlande a été choisie comme site d'essai. La Finlande se prépare à recevoir les grands drones de reconnaissance de l'OTAN, qui opéreront bientôt temporairement depuis la Finlande.

Selon Yle, le test aura lieu en juin à Pirkkala, où les drones de l'OTAN seront basés pendant quelques semaines. Selon Yle, les systèmes nécessaires à la base temporaire sont en cours de construction. Les drones seront accompagnés de personnel spécialisé dans leur pilotage. Géographiquement, la Finlande est un lieu intéressant pour les drones. Une fois décollés de Pirkkala, les drones pourront voler plus longtemps dans le nord et, par exemple, dans les zones maritimes norvégiennes.

Il s'agit de drones de la taille d'un avion de ligne que l'OTAN utilise pour surveiller et repérer des zones importantes. Des drones RQ-4D ou Phoenix volent occasionnellement dans l'espace aérien finlandais depuis l'automne 2023. Ils ont notamment été utilisés pour surveiller la frontière orientale de l'OTAN.

Les drones décollent généralement d'Italie, depuis la base de Sigonella, en Sicile.

Depuis la dégradation de la situation sécuritaire et l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN, des vols ont également souvent été effectués dans le ciel nordique. La région arctique et la frontière orientale de la Finlande sont éloignées de l'Italie.

L'OTAN cherche une deuxième base pour drones, en plus de la Sicile, mais selon Yle, aucune décision n'a encore été prise quant à sa construction ou son emplacement.

La Finlande est également intéressée pour accueillir une telle base et a proposé des aérodromes militaires à l'OTAN. Pirkkala est considérée comme le plus adapté à cet objectif.

La Norvège et la Pologne seraient également intéressées pour une telle base.

Les drones n'ayant jamais opéré ailleurs que depuis la Sicile, l'expérience de Pirkkala est unique.

L'OTAN souhaite accroître l'utilisation de drones de reconnaissance et de surveillance de grande taille à diverses fins.

Cette expérience est également importante pour la Finlande sur le plan politique. L'intensification des activités de l'OTAN en Finlande envoie également un message à la Russie : l'OTAN investit dans la sécurité de la Finlande.

Yle

### **Selon le chef de la stratégie des forces armées finlandaises « Une concentration limitée de troupes russes près de la frontière peut se produire très rapidement »**

La Finlande suit de près le renforcement et la planification militaires de la Russie derrière la frontière orientale.

Avant son invasion de l'Ukraine, la Russie avait annoncé qu'elle augmenterait ses effectifs et renforcerait ses garnisons dans le nord-ouest de la Russie. Les travaux sont actuellement en cours.

L'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN a également eu un impact sur le regroupement des troupes russes.

Plusieurs médias internationaux ont fait état de la montée en puissance de la Russie à partir d'images satellite ces dernières semaines. Les changements ont été rapportés par Yle déjà en janvier.

Sami Nurmi, chef de la stratégie des forces de défense finlandaises, affirme n'être pas surpris. Selon lui, une fois la crise ukrainienne terminée, la Russie déploiera ses troupes dans les zones proches de la Finlande, car nombre d'entre elles ont été envoyées en Ukraine depuis ces régions. Les structures doivent être prêtes à ce retour des troupes.

« D'après nos évaluations, cela est cohérent. Il ne s'agit pas de constructions massives ».

Les services de renseignement de différents pays ont estimé que la Russie pourrait vouloir tester la défense de l'OTAN, voire attaquer des pays membres.

Les forces de défense finlandaises imaginent plusieurs dimensions temporelles.

« Une concentration limitée de troupes peut se produire très rapidement. La Russie en a la capacité ; on l'a vu en Ukraine au début de la guerre. Mais il faudra des années aux forces russes pour se remettre de l'Ukraine et se rétablir. La modernisation prendra encore plus de temps », affirme Nurmi.

Au printemps, l'Union européenne a estimé que l'Europe devait être prête à se défendre d'ici cinq ans.

Il est difficile de donner une estimation précise. Cependant, Nurmi accepte d'estimer le délai dans lequel la Russie serait capable d'une éventuelle attaque. « Diverses sources ont parlé publiquement d'un délai de trois à cinq ans. C'est probablement à peu près le cas. Mais il est important pour nous de suivre de près l'évolution de la situation et d'agir en fonction ».

La situation n'est toutefois pas particulièrement critique. « Nous sommes voisins de la Russie depuis des siècles. Nous avons appris à vivre avec », dit-il.

Cependant, selon Nurmi, la situation en Ukraine et la détérioration de la situation sécuritaire qui en résulte sont une source de vive préoccupation pour la Finlande. Toutefois, selon Nurmi, la Finlande a réagi comme l'exigeait la situation en augmentant ses dépenses de défense.

Yle

## ***Intérieur***

### **Les exportations de munitions civiles désormais soumises à autorisation**

L'exportation de munitions destinées à un usage civil sera soumise à autorisation. La loi devrait être promulguée le vendredi 23 mai et entrer en vigueur le 2 juin 2025. Elle complète la législation de l'Union européenne en matière de sanctions.

L'objectif est d'empêcher l'exportation de composants de cartouches vers la Russie, notamment les douilles, la poudre à canon, les balles et les projectiles destinés aux armes à feu.

En outre, l'exportation non autorisée de composants de cartouches sera criminalisée dans le Code pénal.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sivillikayttoon-tarkoitettujen-ampumatarvikkeiden-vientiluvanvaraiseksi-1?languageId=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sivillikayttoon-tarkoitettujen-ampumatarvikkeiden-vientiluvanvaraiseksi-1?languageId=en_US)

### **La ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen, a rencontré d'autres ministres responsables de la préparation aux crises à Bruxelles**

La ministre de l'Intérieur, Mari Rantanen, a participé à une réunion sur la préparation et la résilience civiles de l'UE à Bruxelles le 22 mai. L'objectif de cette réunion, convoquée par les Pays-Bas, était de lancer une coalition ministérielle pour promouvoir la préparation au sein de l'UE. La nécessité de cette coalition découle de la situation géopolitique actuelle et de la Stratégie de l'Union pour la préparation aux crises, publiée par la Commission en mars.

« L'Union de préparation aux crises est lancée à l'initiative de la Finlande. La nouvelle stratégie répond largement à nos objectifs, mais le véritable travail commence maintenant. Les États membres doivent faire preuve de détermination pour mettre en œuvre rapidement la stratégie de l'Union de préparation », a déclaré la ministre Rantanen.

La réunion a permis d'examiner les moyens de renforcer la préparation et la résilience civiles dans chaque État membre et dans l'UE dans son ensemble. Les ministres discuteront de leurs conclusions avec la commissaire Hadja Lahbib.

Les ministres chargés de la préparation de la Finlande, des Pays-Bas, de la Belgique, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Suède et de l'Estonie ont assisté à la réunion. Lors de cette réunion, les ministres ont publié une déclaration commune dans laquelle ils s'engagent à collaborer à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union de préparation. Le Danemark, prochain pays à assurer la présidence du Conseil de l'UE, a assisté à la réunion en tant qu'observateur.

Avant la réunion de jeudi, les ministres ont également rencontré le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, à Bruxelles. La réunion a porté sur le renforcement de la coopération en matière de résilience entre l'UE et l'OTAN. « Le fondement de tout repose sur une compréhension commune de la situation et des menaces entre l'UE et l'OTAN. À l'avenir, la réflexion sur la sécurité devra être intégrée à toutes les mesures de l'UE. Les autorités militaires et civiles ont le même objectif : protéger nos populations et nos sociétés. Cependant, la répartition des responsabilités entre l'UE et l'OTAN doit être clarifiée. Chacune d'elles possède ses propres atouts, que nous devons exploiter », a déclaré la ministre Rantanen.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sisaministeri-rantanen-tapasi-muita-varautumisesta-vastaavia-ministereita-brysselissa?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/sisaministeri-rantanen-tapasi-muita-varautumisesta-vastaavia-ministereita-brysselissa?languageld=en_US)

## **Le secrétaire général du Parlement poursuivi pour des actions lorsqu'il était chef de la Supo**

Le président du parlement, Jussi Halla-aho, a tenu une conférence de presse, hier, pour dire que le premier secrétaire du parlement, Antti Pelttari, était poursuivi pour ses activités anciennes de chef de la SUPO (renseignement finlandais) et qu'une enquête préliminaire le concernant avait été entamée.

Pelttari a commenté la question sur X, en expliquant que le soupçon était lié au fait qu'il n'était pas intervenu contre la possibilité d'accès à des documents confidentiels de certains fonctionnaires à la retraite de la Supo.

Après la conférence de presse de Halla-aho, le procureur général a communiqué sur le fait que l'enquête préliminaire avait avancé et qu'il y a lieu de soupçonner de crime les personnes responsables des arrangements de ces accès aux données. L'enquête préliminaire devrait être terminée d'ici la fin de l'année.

Le nombre de personnes suspectes n'a pas été précisé.

HS

## **Energie**

### **Un projet finlandais de technologie d'hydrogène propre reçoit un financement de 85 millions d'euros du Fonds européen pour l'innovation**

La Commission européenne a sélectionné 15 projets innovants à zéro émission nette lors de cette phase de candidature afin de promouvoir le déploiement de technologies propres de pointe en Europe. Les projets sélectionnés lors de cette phase de financement recevront des subventions totalisant près d'un milliard d'euros du Fonds européen pour l'innovation. Environ 100 millions d'euros de ce soutien seront consacrés à des projets de production d'hydrogène ou de carburants électriques pour le transport maritime. Huit projets sont en Espagne, trois en Norvège, deux en Allemagne, un en Finlande et un aux Pays-Bas.

Dans ce cadre, l'entreprise finlandaise Koppö Energia Oy reçoit un soutien d'environ 85 millions d'euros pour son projet de 200 MW prévu à Kristiinankaupunki. L'usine produirait de l'hydrogène et du méthane de synthèse.

« C'est formidable qu'un projet finlandais puisse obtenir un financement dans un contexte de concurrence aussi dure ! Le succès des projets espagnols, en particulier, montre comment investir dans les énergies renouvelables génère également de nouveaux investissements. Il est important de préserver l'avantage concurrentiel de la Finlande dans le domaine des énergies propres et de stimuler la croissance grâce à l'économie de l'hydrogène », a déclaré Sari Multala, ministre de l'Environnement et du Climat.

« La Finlande dispose de toutes les conditions pour devenir un pionnier de la technologie de l'hydrogène en Europe. Il est toutefois important de comprendre qu'il s'agit d'un développement de longue haleine, et que ces projets ne seront achevés qu'en 2028-2030. Le développement de la technologie de l'hydrogène exige de la persévérance et de la patience », a dit Wille Rydman, ministre de l'Économie.

Lors du précédent appel à projets, en octobre 2024, quatre projets finlandais ont reçu des subventions pour un montant total d'environ 260 millions d'euros. Les porteurs de projets situés en Finlande sont Metsä Spring Oy, Solvay Oy, FREYR Battery Finland Oy et Nordic Ren-Gas Oy, filiale du groupe Metsä.

<https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/suomalaiselle-puhtaan-vetyteknologian-hankkeelle-85-miljoonaa-euroa-rahoitusta-eu-innovaatorahastosta>

## **Transports**

## **La Finlande a influencé avec succès le calcul des émissions des « camions combinés extra-lourds »**

Le 20 mai 2025, la Commission européenne a publié un règlement délégué créant un sous-groupe de véhicules distinct pour les « camions combinés extra-lourds », dans le cadre du règlement de l'UE sur les normes de performance en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>, pour le calcul des objectifs d'émissions de CO<sub>2</sub> des constructeurs automobiles. La Finlande a activement influencé le processus en amont afin de définir les camions combinés extra-lourds (EHC).

Les camions combinés extra-lourds sont plus économes en énergie et réduisent les émissions de CO<sub>2</sub> liées au transport, proportionnellement au nombre de tonnes de marchandises transportées et aux distances de transport. L'objectif de la Finlande était que le calcul des émissions des camions tienne compte de l'utilisation réelle des camions combinés extra-lourds et des émissions relatives plus faibles de ces véhicules si on prend en les lourds.

La Finlande a joué un rôle actif dans les négociations. Ces véhicules sont importants pour le système logistique finlandais et améliorent l'efficacité et la compétitivité des transports.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/suomi-onnistui-vaikuttamisessa-erittain-raskaiden-ajoneuvoyhdistelmien-paastolaskentaan?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410829/suomi-onnistui-vaikuttamisessa-erittain-raskaiden-ajoneuvoyhdistelmien-paastolaskentaan?languageld=en_US)

## **Emploi - Marché du travail**

### **Entrée en vigueur de la règle des trois ou six mois de chômage en juin 2025**

La réforme entrera en vigueur le 11 juin 2025.

À l'avenir, un salarié travaillant en Finlande avec un permis de séjour pour raisons professionnelles disposera de trois mois pour trouver un nouvel emploi en cas de rupture prématurée de la relation de travail. Si le titulaire du permis ne trouve pas d'emploi et qu'il n'existe aucun autre motif de séjour en Finlande, son permis de séjour sera annulé.

La période de recherche d'emploi sera de six mois au lieu de trois :

- pour les spécialistes (y compris les titulaires d'une carte bleue européenne),
- pour tous ceux qui résident en Finlande depuis plus de deux ans et sont titulaires d'un permis de séjour pour le travail,
- pour les cadres moyens ou supérieurs d'une entreprise, et
- pour les spécialistes et cadres détachés en interne.

Il est déjà possible d'annuler un permis de séjour à la fin d'une relation de travail. Cependant, aucune réglementation ne régit le délai dans lequel le chômage doit entraîner l'annulation d'un permis de séjour et aucun suivi systématique n'a été effectué.

Par ailleurs, à l'avenir, le titulaire d'un permis de séjour pour travailleur salarié pourra, avec le même permis, changer de secteur s'il a été reconnu en pénurie de main d'œuvre toute la Finlande. Jusqu'à présent, le titulaire d'un permis de séjour pour travailleur salarié pouvait changer d'employeur au sein du même secteur, mais pas changer de secteur sans un nouveau permis de séjour.

Le décret gouvernemental publié début juin fixera les dispositions relatives aux secteurs en pénurie de main-d'œuvre au niveau national. À l'avenir, le gouvernement mettra régulièrement à jour le décret, en collaboration avec le Centre KEHA et les Centres ELY, afin que la liste des secteurs finlandais en pénurie de main-d'œuvre corresponde toujours à la situation actuelle.

De plus, à l'avenir, les employeurs seront tenus d'informer le Service finlandais de l'immigration de la fin prématurée de la relation de travail d'une personne résidant en Finlande avec un permis de séjour basé sur le travail. L'employeur devra soumettre cette notification dans les 14 jours suivant la fin de la relation de travail. Le moyen le plus simple et le plus rapide de soumettre cette notification est d'utiliser le service électronique d'Enter Finland.

Cependant, il ne sera pas nécessaire de soumettre une notification concernant la fin d'un travail occasionnel ou temporaire effectué par un employé qui aurait par ailleurs une relation de travail liée à son permis de séjour.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/kolmen-kuuden-kuukauden-tyottomyyssaanto-voimaan-kesakuussa-2025?languageld=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410877/kolmen-kuuden-kuukauden-tyottomyyssaanto-voimaan-kesakuussa-2025?languageld=en_US)

### **Selon la décision de la cour administrative suprême, les coursiers de Wolt sont des employés et non pas des entrepreneurs**

Selon la décision de la cour administrative suprême, les coursiers de l'entreprise de livraison de repas Wolt sont des employés et non pas des entrepreneurs.

En même temps, la cour administrative suprême a indiqué que la loi sur le temps de travail ne s'appliquait pas au travail des coursiers. Selon Wolt, la cour administrative suprême a reconnu « le caractère particulier et flexible du travail [des coursiers] à qui la loi sur le temps de travail ne doit pas être appliqué ». Pour les coursiers, « il est très important de pouvoir travailler de manière flexible, aux heures qui leur conviennent », selon l'entreprise.

Selon le professeur de droit du travail, Seppo Koskinen, cette décision signifie que Wolt n'aura pas à payer par exemple des majorations d'heures supplémentaires. En revanche, la décision concernant le statut des coursiers peut entraîner des changements : l'entreprise sera obligée de modifier sa politique concernant par exemple les congés annuels, la sécurité du travail, les contrats de travail et la protection de la relation de travail.

Selon le syndicat du secteur des services PAM, la décision de la cour administrative suprême est un précédent et clarifie la situation des entreprises de l'économie des plateformes.

Seppo Koskinen estime que la décision aura des effets considérables sur le marché du travail finlandais, car l'économie des plateformes est en train de s'étendre à d'autres secteurs également, comme par exemple les taxis.

Kauppaletti

### **Le nombre des personnes au chômage a augmenté**

Selon le Centre des statistiques finlandais, en avril, le nombre des personnes au chômage a augmenté de 25 000 personnes par rapport au mois d'avril 2024.

Au total, 288 000 personnes étaient sans emploi en avril. Environ 170 000 sont des hommes et environ 117 000 des femmes.

HS

### **Valmet supprime 325 postes en Finlande**

Dans le cadre d'un plan social, l'entreprise d'équipements pour les industries du papier et de l'énergie Valmet supprime 325 postes en Finlande.

Les postes supprimés sont ceux d'employés, cadres et directeurs.

Valmet met également en place un nouveau plan social qui concerne la branche d'activité des usines de papier et de carton. Environ 1100 employés seront concernés par un éventuel chômage technique temporaire de 90 jours.

Au total, en Finlande, Valmet emploie environ 6600 personnes.

HS

## ***Économie***

### **Les prévisions de la croissance du secteur de la construction ont été revues à la baisse**

L'entreprise des analyses et des prévisions du marché de la construction Forecon a revu à la baisse sa prévision de la croissance du secteur.

Selon la prévision publiée en novembre 2024, le secteur de la construction des bâtiments devait croître de 5,3 % en 2025. La prévision la plus récente de Forecon prévoit seulement une croissance de 3,9 % pour cette année.

Selon le directeur de Forecon, Markku Riihimäki, la prévision a été revue à la baisse à cause du quatrième trimestre de l'année dernière qui était plus faible au niveau de la croissance que prévu. De plus, cette année a également commencé lentement, selon Riihimäki.

La situation politique mondiale affecte le marché de la construction. Le président russe Vladimir Poutine continue la guerre en Ukraine et le président américain Donald Trump a augmenté le risque d'une guerre commerciale.

« L'incertitude que ces deux présidents créent est un facteur important pour le marché immobilier. L'incertitude se reflète dans l'économie réelle et diminue le moral des consommateurs », estime Riihimäki.  
Kauppalehti